

WARNING: unbalanced footnote start tag short code found.

If this warning is irrelevant, please disable the syntax validation feature in the dashboard under General settings > Footnote start and end short codes > Check for balanced shortcodes.

Unbalanced start tag short code found before:

“« Strike : BBC poll suggests strong support », BBC website, 28 novembre 2011,”

Il y a cinquante ans, Ralph Miliband publiait *Parliamentary Socialism*[fn]Ralph Miliband, *Parliamentary Socialism. A study in the politics of Labour*, Merlin Press, Londres, 1972 (2^e éd. réimprimée en 2009).[/fn]. Cette étude majeure du Parti travailliste britannique dans l'après-guerre a influencé deux générations d'étudiants et de militants de gauche en Grande-Bretagne. Miliband a inspiré la « New Left » dans les années 60 et 70, c'est-à-dire une gauche de transformation sociale, libérée des pesanteurs du parlementarisme tant décrié par Miliband.

Né à Bruxelles dans une famille juive d'origine polonaise, Ralph Miliband a connu l'exil de Bruxelles à Londres[fn]Pour une étude biographique de Ralph Miliband, voir Michael Newman, *Ralph Miliband and the politics of the New Left*, Merlin Press, Londres, 2002.[/fn]. Fuyant la menace nazie, les Miliband père et fils quittent Bruxelles en 1940 et gagnent la Grande-Bretagne. Il a 16 ans à peine. En 1941, Ralph entreprend une licence à la London School of Economics. En 1949, il est chargé de cours en science politique à la LSE. Il y enseignera jusqu'en 1972. En 1951, il adhère au Parti travailliste qu'il quittera ensuite. Il épouse Marion Kozak en 1961. La même année, il publie *Parliamentary Socialism*, qui sera suivi de six autres ouvrages[fn]*The state in capitalist society*, Merlin Press, Londres, 1969 ; *Marxism and politics*, Merlin Press, Londres, 1977 ; *Capitalist democracy in Britain*, Oxford University Press, Oxford, 1982 ; *Class, power and state power*, Verso, Londres, 1983 ; *Divided societies: Class struggle in contemporary capitalism*, Oxford University Press, Oxford, 1989 et *Socialism for a sceptical age*, Polity Press, Cambridge, 1994.[/fn]. Il était le père de deux dirigeants actuels du Parti travailliste : Ed (né en 1969), ancien ministre et présentement leader du parti et David (né en 1965), plusieurs fois ministre dans les gouvernements Blair et Brown.

Actualité de *Parliamentary Socialism*

Ralph Miliband, a été avec Edward Thompson, Eric Hobsbawm et Perry Anderson, l'une des plus grandes figures de la gauche marxiste britannique de l'après-guerre. Critique inlassable du Parti travailliste britannique, il fustigea, sa vie durant, la pratique parlementariste de ce parti. Ironie de l'histoire, ce sont ses deux fils, Ed et David, qui se sont disputés le leadership du Parti travailliste, en 2010, après un duel présenté comme « fratricide ». Un gouffre politique sépare Miliband père – marxiste – et ses deux fils – des sociaux-démocrates modérés[fn]Philippe Marlière, « Rupture générationnelle dans la famille Miliband », *Politique, revue de débats*, novembre-décembre 2010, n° 67, <http://politique.eu.org/spip.php?article1245>.[/fn].

Ses lecteurs et commentateurs – y compris ceux qui ne partagèrent pas ses choix politiques – reconnaissent que Ralph Miliband a réussi à concilier « ce qu'il y a de meilleur

dans la tradition de la gauche académique et dans la gauche révolutionnaire »[fn]Duncan

Hallas, « Partial vision », *Socialist Worker Review*, n° 127, janvier 1990,

<http://www.marxists.org/archive/hallas/works/1990/01/miliband.htm>.[/fn]. C'est à ce titre que les ouvrages de Miliband méritent d'être lus aujourd'hui. Ces livres demeurent plus que jamais d'actualité au moment où nos sociétés capitalistes s'enfoncent dans des crises systémiques de plus en plus brutales et inextricables.

La thèse principale de *Parliamentary Socialism* est aussi claire que puissante : de tout temps, l'action du Parti travailliste a tendu à consolider le système capitaliste. Réceptacle des mécontentements populaires à l'encontre du capitalisme, le travaillisme et son bras syndical ont désamorcé toute révolte générale à son égard. En dépit de rébellions périodiques contre la direction droitière du parti, l'aile gauche travailliste a en réalité continuellement partagé la pratique réformiste de la majorité. Rédigé en 1917 par Sidney Webb et adopté par le parti en 1918, l'article 4 de la Charte du Parti travailliste (Clause IV) préconisait la « *socialisation des moyens de production, de distribution et d'échange* »[fn]« *To secure for the workers by hand or by brain the full fruits of their industry and the most equitable distribution thereof that may be possible upon the basis of the common ownership of the means of production, distribution and exchange, and the best obtainable system of popular administration and control of each industry or service* ».[/fn] ; cela jusqu'à sa réécriture en 1995 à l'instigation de Tony Blair[fn]« *The Labour Party is a democratic socialist party. It believes that by the strength of our common endeavour we achieve more than we achieve alone, so as to create for each of us the means to realise our true potential and for all of us a community in which power, wealth and opportunity are in the hands of the many, not the few, where the rights we enjoy reflect the duties we owe, and where we live together, freely, in a spirit of solidarity, tolerance and respect* ».[/fn]. En d'autres termes, le Parti travailliste était jusqu'en 1995 officiellement engagé dans une lutte visant à renverser le capitalisme (ou, à tout le moins, à restreindre l'emprise des activités capitalistes dans nos sociétés).

Miliband estime que cette ambition révolutionnaire n'a jamais été mise en pratique. Selon lui, l'action du Parti travailliste a toujours reposé sur un socle idéologique qu'il nomme « *labourism* » (travaillisme). En vertu de cette idéologie, le Parti travailliste accomplit des réformes sociales à l'intérieur du système capitaliste, mais n'a aucune intention de le dépasser. Dès la première page de *Parliamentary Socialism*, Ralph Miliband diagnostique la nature de la « maladie » travailliste :

« *Of political parties claiming socialism to be their aim, the Labour Party has always been one of the most dogmatic – not about socialism, but about the parliamentary system. Empirical and flexible about all else, its leaders have always made devotion to that system, their fixed point of reference and the conditioning factor of their political behaviour. This is not simply to say that the Labour Party has never been a party of revolution : such parties have normally been quite willing to use the opportunities the parliamentary system offered as one means of furthering their aims. It is rather that the leaders of the Labour Party have always rejected any kind of political action (such as industrial action for political purposes) which fell, or which appeared to them to fall, outside the framework and conventions of the parliamentary system. The Labour Party has not only been a parliamentary party; it has been a party deeply imbued with parliamentarism.* »[fn]Ralph Miliband, *Parliamentary Socialism*, op. cit., p. 13.[/fn]

Le système capitaliste légitimé

La démonstration est, dans une certaine mesure, semblable à une étude du Parti communiste français des années 80[fn]Georges Lavau, *À quoi sert le Parti communiste français ?*, Fayard, Paris, 1981.[/fn]. Georges Lavau avait établi le même constat paradoxal en ce qui concerne le PCF : en canalisant la masse des mécontents dans un *espace légitime* d'opposition (la démocratie parlementaire) au sein d'une société parcourue par de profonds clivages politiques et économiques, le PCF aurait historiquement fait le jeu de l'intégration politique au sein de ce système. Par conséquent, il aurait involontairement œuvré à son renforcement. Du même coup, le PCF ne ferait que remplir le rôle de porte-parole des classes populaires – une « fonction tribunitienne » – selon l'expression de Lavau. Cette fonction de représentation-intégration des classes dominées aurait barré la route à l'objectif déclaré du PCF : renverser le système capitaliste. Loin d'en être un ennemi effectif, le PCF n'aurait été qu'un rouage dans l'organisation capitaliste de la société française. La comparaison entre le Parti travailliste britannique et le PCF s'arrête là. Nous avons deux partis avec une histoire et une trajectoire totalement différentes. Le premier est né de plein pied dans la démocratie parlementaire qu'il a totalement acceptée. Miliband le reconnaît dans son ouvrage[fn]Ralph Miliband, *Parliamentary Socialism, op. cit.*, p. 13 : « *By the time the Labour Representation Committee was formed in 1900, there were not many people in the Labour movement to contest the view that Labour's grievances and demands could only find solution through parliamentary action, and that the parliamentary method was ideally suited, not only to the achievement of immediate gains by the working-classes, but also to the socialist reconstruction of society* ».[/fn]. Le second a réellement connu une genèse et un parcours révolutionnaire, condition *sine qua non* pour conquérir, en France, les bases d'une large représentation ouvrière.

L'ouvrage de Ralph Miliband regorge d'informations qui illustrent les tendances conservatrices au sein des bureaucraties travailliste et syndicale. L'auteur est cependant moins convaincant quand il s'agit d'expliquer ce qui a donné naissance à, et légitimé le « *labourism* ». Il explique avant tout celui-ci par les errements idéologiques des dirigeants travaillistes. Miliband définit en effet le « *labourism* » comme une croyance absolue dans le parlementarisme et le réformisme ; un mode de pensée qu'il estime très profondément ancré au sein du Parti travailliste et de la classe ouvrière britannique. Selon Miliband, la gauche travailliste doit mener une lutte idéologique afin de remettre en cause cet attachement viscéral au parlementarisme. Cette explication idéale ne convainc pas car elle ne pose, ni ne répond à la question suivante : d'où vient cette croyance ? Comment est-elle apparue, puis comment s'est-elle transformée en *doxa* au sein de l'appareil travailliste ? Une lecture matérialiste de la situation – c'est-à-dire marxiste – pourrait s'interroger sur la fonction du syndicalisme au sein des sociétés capitalistes. Dans ce type de sociétés, les syndicats remplissent un rôle de médiateur entre les forces du Capital et du Travail. Les syndicats canalisent et limitent le pouvoir du Capital, mais ils tendent également à légitimer aux yeux de la classe ouvrière les institutions et les politiques du Capital. Historiquement, le Parti travailliste est le produit de cette bureaucratie syndicale et de cette démarche de compromis avec le Capital. Autrement dit, le Parti travailliste est le bras politique du syndicalisme ; une organisation qui tente de réaliser ses objectifs politiques à travers les rouages de l'État. Le « *labourism* » a ainsi un fondement structurel. Comme l'État est pour une large part structurellement interdépendant avec le Capital, les transformations opérées au sein de l'État ne pourront jamais remettre en cause le capitalisme. C'est pour cette raison que Lénine a décrit le Parti travailliste comme un « *parti ouvrier capitaliste* ». Bien que soutenu par un électorat et des adhérents majoritairement ouvriers, le Parti travailliste, organe politique du syndicalisme, est lui-même prisonnier de ce rôle de médiateur entre les intérêts du Capital et ceux du Travail. Le Parti en vient à regarder les luttes de classe comme des conflits qui doivent être négociés

et désamorçés à partir de l'action étatique. En période d'expansion du Capital, il répond à ces tensions en mettant en œuvre des réformes qui améliorent le quotidien de la classe ouvrière[fn]Ralph Miliband, *Parliamentary Socialism*, op. cit., p. 376 : « [...] *The Labour Party remains, in practice, what it has always been – a party of modest social reform in a capitalist system within whose confines it is ever more firmly and by now irrevocably rooted. That system badly needs such a party, since it plays a major role in the management of discontent and helps to keep it within safe bounds [...]* ». [fn]. En période de récession économique, le Parti travailliste refuse le conflit avec le Capital. Prisonnier de son credo « labouriste », il ne fait rien ou fait peu pour le bénéfice de la classe ouvrière. Dans certaines situations, il fait même payer la crise capitaliste à la classe ouvrière comme le rappelle à plusieurs reprises Ralph Miliband. Ainsi, si le Parti travailliste a un intérêt politique évident à infléchir la domination du Capital, il n'a jamais ni l'intention, ni les moyens de renverser le capitalisme[fn]Ralph Miliband, *Parliamentary Socialism*, op. cit., p. 373 : « *This is not to say that reforms are no longer part of their agenda. They obviously are. But such reforms as these leaders may support do not form part of any kind of coherent strategy, designed in however long a perspective, to achieve the socialist transformation of British society. The leaders of the Labour Party have no such strategy and, except for merely rhetorical purposes, want none of it. They may occasionally prattle on about socialism, but this, on any serious view of the matter, lacks all effective meaning* ». [fn]. Le Parti travailliste est une institution réformiste et conservatrice dans le sens où il ne se donne jamais les moyens de combattre en profondeur l'emprise du Capital. Davantage, ce parti s'oppose sans retenue à toute force politique de gauche qui entend remettre en cause le compromis « labouriste ». Ceci explique la propension de la social-démocratie à promettre des réformes économiques radicales dans l'opposition, qui ne sont jamais réalisées quand le parti est au pouvoir. On ne peut donc comprendre les fondements du parlementarisme travailliste, si on s'abstient d'objectiver le rôle de médiateur que remplit le parti entre les intérêts du Capital et du Travail.

Légalisme et conservatisme

Le parlementarisme, maladie chronique de la social-démocratie britannique, exclut par principe toute action en dehors du périmètre sacré de Westminster. De fait, le Parti travailliste renâcle à soutenir les activités extra-parlementaires les plus communes et légales, tel la grève. Ed Miliband, le nouveau leader du Parti travailliste, inscrit son action dans la tradition parlementariste de son parti. Il s'est opposé publiquement aux grévistes du secteur public en novembre 2011. Il s'agissait pourtant de la grève la plus suivie dans la fonction publique depuis trente ans. Les grévistes protestaient contre une réforme des retraites du gouvernement libéral-conservateur : les salariés de la fonction publique devront augmenter de 50 % leur contribution, mais toucheront en retour une retraite inférieure (basée sur la moyenne des salaires et non sur les dernières années). En outre, l'âge de la retraite va être repoussé à 65 ans pour tous en 2018, puis 66 ans en 2020, puis 68 ans d'ici une trentaine d'années. Après neuf mois de négociations infructueuses pendant lesquels le gouvernement s'est montré inflexible, les syndicats ont appelé à la grève. Dans le contexte de politiques d'austérité et de coupes budgétaires dans les services publics, la colère est à son comble dans le pays. L'Office for Budget Responsibility a annoncé que 710 000 salariés du secteur public vont perdre leur emploi d'ici 2017[fn]George Eaton, « *Osborne takes an axe to the public sector* », *New Statesman*, 29 novembre 2011, <http://www.newstatesman.com/blogs/the-staggers/2011/11/public-sector-lost-2017-400>. [fn]. Dans un sondage réalisé par la BBC, 61 % des Britanniques déclarent

soutenir les grévistes[fn]« Strike : BBC poll suggests strong support », BBC website, 28 novembre 2011, [fn]<http://www.bbc.co.uk/news/uk-15910621>.[/fn]. Pourtant, dans plusieurs entretiens à la BBC, le leader travailliste a déclaré qu'il ne soutenait pas la grève : « *Ce qui m'intéresse, c'est d'éviter la grève. Les grèves sont le signe d'un échec. Nous devons les éviter* » (« *I'm interested in avoiding the strikes. Strikes are a sign of failure. We've got to avoid them* »)[fn]Ed Miliband interviewé par Andrew Marr, BBC, 25 septembre 2011, http://news.bbc.co.uk/1/hi/programmes/andrew_marr_show/9599748.stm. Ces propos tenus en septembre 2011 ont été répétés mot pour mot deux mois plus tard, la veille même de la grève.[/fn].

Ralph Miliband montre également que le parlementarisme conduit à une approche légaliste de l'action politique. Celle-ci respecte scrupuleusement les règles constitutionnelles et protocolaires, fussent-elles réactionnaires[fn]John Saville, « *Parliamentary Socialism revisited* », *The Socialist Register* 1995, vol. 31, p. 225-238, <http://socialistregister.com/index.php/srv/article/view/5659>.[/fn] : soutien déférent à la monarchie, à l'invasion étatsunienne au Vietnam, à l'intervention britannique aux Malouines (décidée par Margaret Thatcher), plus récemment, à la guerre en Irak aux côtés de George W. Bush ou encore suivisme atlantiste. Miliband rappelle la « scandaleuse » politique de non-intervention en Espagne pendant les dix-huit premiers mois de la Guerre civile[fn]Rappelons que la SFIO de Léon Blum, alors Premier ministre du Front populaire, prôna également la non-intervention et laissa la République tomber aux mains des troupes franquistes sans réagir.[/fn]. Le Parti travailliste n'a jamais apporté son soutien à aucune forme d'action extra-parlementaire (actes de désobéissance civile, mouvements sociaux) depuis sa création.

Une étude consacrée au Parti socialiste en France a montré que l'adoption de ce « *parlementarisme atavique* » n'était pas une fatalité pour la social-démocratie[fn]Alain Bergougnoux, Gérard Grunberg, *Le Long Remords du pouvoir, le Parti socialiste français, 1905-2005*, Fayard, Paris, 2005 (1^{re} éd. 1992).[/fn]. Pour Alain Bergougnoux et Gérard Grunberg (les deux auteurs longtemps proches de Michel Rocard), le socialisme français présente une double exceptionnalité : la République et le suffrage universel ont précédé l'apparition du socialisme. Le socialisme français est certes républicain, mais il est se veut l'aile critique et exigeante du régime républicain. Pour les socialistes français, cette République sera sociale ou ne sera pas. Outre le lien avec la tradition républicaine, le PS se distingue de la social-démocratie classique – tel le Parti travailliste britannique – dans le sens où il a été historiquement un parti aux faibles effectifs, sans véritable relais dans le monde syndical. Selon Bergougnoux et Grunberg, cette double spécificité du PS explique la difficulté de ce parti à s'assumer en tant que « parti de gouvernement ». Contrairement au Parti travailliste, le PS a rempli à reculons et avec mauvaise conscience la « fonction parlementariste ». Jusqu'aux années 80, le PS a été davantage qu'un parti électoraliste et réformiste. Également parti de propagande et d'éducation, les questions de doctrine y ont longtemps tenu une large place.

Parlementarisme radieux et clôture du débat

« *Cassandra socialiste* »[fn]Susan Watkins, « A socialist Cassandra », *New Left Review*, n° 19, janvier-février 2003, <http://www.newleftreview.org/?view=2438>.[/fn] pour certains, critique infatigable de la social-démocratie pour d'autres, Ralph Miliband estima pourtant que le Parti travailliste pouvait, dans certaines situations, fournir un cadre d'action pour des militants socialistes sincères. Miliband fut membre du parti pendant quelques années. Dans

un ouvrage posthume, il considéra qu'il convenait de renforcer le courant réformiste pour faire appliquer des politiques sociales-démocrates[fn]Ralph Miliband, *Socialism for a sceptical age*, Polity Press, Oxford, 1994, p. 148.[/fn]. Nous étions au milieu des années 90, à la fin d'une longue période de domination conservatrice. Les idées et les politiques néolibérales étaient alors en recul, et aucune alternative de gauche radicale n'apparaissait. Ceci explique peut-être ce tardif et conditionnel soutien apporté à la social-démocratie britannique. Miliband décéda avant que le New Labour n'accède au pouvoir. Qu'aurait-il pensé d'un Parti travailliste relooké qui copina avec Rupert Murdoch et la presse europhobe ; qui fabriqua une guerre illégale aux côtés de G.W. Bush ; qui privatisa à tout crin ; qui laissa les inégalités entre les plus riches et les plus pauvres atteindre des sommets inégalés ; qui théorisa la fin de la lutte des classes ; qui soutint le développement d'un capitalisme financier sans frontières ? On peut aisément le deviner.

Force est de constater que le révisionnisme de la « troisième voie » a mis un terme au débat portant sur le parlementarisme travailliste. Avec la réécriture de la Clause IV de la charte du parti en 1995 et avec l'adoption d'un discours agressivement pro-*business*, pro-capitaliste et anti-syndicats, le New Labour de Tony Blair et de Gordon Brown n'a fait que mettre le discours en accord avec la pratique. Dénoncer l'opportunisme ou la dérive droitière du Parti travailliste n'a donc plus grand sens aujourd'hui, car ses dirigeants revendiquent de manière décomplexée le recentrage opéré depuis quinze ans. Plus personne dans ce parti n'essaye de faire croire que le Parti travailliste est un parti réellement « socialiste » qui a pour ambition de mettre en œuvre des politiques authentiquement « socialistes ». Le débat engagé par Ralph Miliband il y a cinquante ans est donc clos. Cela n'enlève rien à la pertinence de son analyse pour les années qui ont précédé l'avènement du New Labour.

Philippe Marlière est professeur de science politique à University College London.

Ce texte est la version remaniée d'une communication orale au colloque « Ralph Miliband et le socialisme parlementaire » à l'occasion du 50^e anniversaire de la parution de Parliamentary Socialism, Institut Liebman, Université Libre de Bruxelles, Bruxelles, 2 décembre 2011.

Contact : p.marliere@ucl.ac.uk.

Nos contenus sont sous licence Creative Commons, libres de diffusion, et Copyleft. Toute parution peut donc être librement reprise et partagée à des fins non commerciales, à la condition de ne pas la modifier et de mentionner auteur-e(s) et URL d'origine activée.